



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Soutenez. Ne Punissez Pas - Journée Mondiale d'Action le 26 Juin 2015

Place Poelaert de 12h00 à 14h00

Dépénaliser la détention de drogues pour soulager la justice et contre le phénomène de surpopulation carcérale

Le vendredi 26 juin 2015, des centaines d'activistes de plus de 100 villes dans le monde feront entendre leurs voix dans le cadre de la campagne « **Soutenez. Ne Punissez Pas** » (*Support. Don't Punish*). Le but de cette journée d'action est de **sensibiliser l'opinion publique quant aux dommages causés par les politiques actuelles relatives aux drogues**. Pendant toute la journée, de nombreuses actions seront réalisées simultanément à proximité de bâtiments et de monuments emblématiques dans différentes villes à travers le monde. **Cette année à Bruxelles, un rassemblement symbolique** d'usagers de drogues, de professionnels de la santé et de représentants de la société civile aura lieu Place Poelaert en face du Palais de Justice.

L'endroit n'est pas anodin, il fait écho à l'une des revendications prônée par les activistes belges : « **il faut au moins dépénaliser la détention de drogues pour soulager la justice**, pour soigner plutôt que punir les usagers de drogues illicites. » A l'heure où les coupes budgétaires n'épargnent pas l'appareil judiciaire, où la fronde des avocats et de la magistrature dénonce le projet de réforme de l'institution envisagé par Le Ministre Koen Geens, cette revendication sonne comme une suggestion. La surpopulation carcérale est aussi dénoncée par cette mobilisation, un prisonnier sur trois est en cellule pour des faits liés à l'usage de stupéfiants. Soutenir plutôt que punir propose donc une solution pragmatique à ces deux problématiques pour lesquelles aucune alternative sérieuse n'est actuellement envisagée par les autorités.

« La campagne **Soutenez. Ne Punissez Pas** met en lumière l'amplitude de la catastrophe causée par la guerre contre la drogue depuis un demi-siècle » affirme Ann Fordham, Directrice du Consortium International sur les Politiques des Drogues ([IDPC](#)). « *Nous savons que cette guerre est impossible à gagner et génère des dépenses injustifiées. Au lieu de punir les usagers de drogues, nous devrions leur offrir des services répondant aux problèmes sociaux ou de santé auxquels ils/elles sont confronté(e)s, tout en respectant leurs droits humains* ».

En matière de politique des drogues, le monde bouge. Bruno Valkeneers (Responsable de [Liaison Antiprohibitionniste](#)), nous explique que « *Ce mouvement a été amorcé avec [la Déclaration de Vienne](#) en juillet 2010 appelant à des politiques des drogues fondées d'abord sur la santé publique. La guerre à la drogue menée depuis 50 ans est un échec : malgré les moyens policiers, militaires et financiers considérables dépensés, les drogues restent disponibles et consommées, les organisations criminelles liées au trafic sont toujours plus puissantes, violentes et prospères. La répression et la pénalisation de l'usage de drogues, sans réduire le nombre de consommateurs, aggrave les dommages encourus et rend difficile l'accès à l'information et aux outils dont les consommateurs ont besoin pour prendre soin de leur santé* ».

Catherine Van Huyck (directrice de [l'asbl Modus Vivendi](#)) poursuit : « *Dans ce cadre les programmes de Réduction des Risques peinent à essayer d'introduire une certaine justice sociale, un rééquilibrage timide pour les usagers de drogues qui ne peuvent pas ou ne veulent pas rentrer dans les chemins tracés de l'abstinence. Si la réduction des risques liés à l'usage des drogues est efficace en termes de santé publique, elle n'est possible que si les consommateurs sont respectés dans leur existence et dans leurs droits en tant que citoyens, selon les principes démocratiques rappelés dans la [Charte d'Ottawa pour la promotion de la santé](#) (OMS)* ». La consommation de drogues n'est donc pas qu'une question médicale ou juridique. C'est **d'abord et avant tout une question de société**, c'est-à-dire sociale, éthique et culturelle.

Sébastien Alexandre (directeur de la [Fedito bruxelloise](#)) insiste : « *Saviez-vous qu'en Belgique, 62 % des dépenses publiques liées aux drogues illégales sont affectées à la sécurité, 34 % à l'assistance et seulement 3 % à la prévention et 0,6 % à la Réduction des risques. Il est temps qu'on rééquilibre quelque peu cette balance déficitaire. Temps aussi qu'on reconnaisse la Réduction des Risques comme un des piliers de notre politique de santé en matière de drogues - en complémentarité aux volets préventifs et curatifs – et qu'on définisse un cadre législatif clair qui facilite la mise en place des actions de Réduction des Risques tout en protégeant les travailleurs et en garantissant l'accès des usagers de drogues à ces services* ».

Alexis Deswaef (président de la [Ligue des droits de l'Homme](#)) plaide pour la mise sur pied d'une politique volontariste de réduction des risques. "En optant pour une approche exclusivement sécuritaire de l'usage de drogues, les gouvernements successifs s'éloignent d'une approche globale et intégrée du phénomène. Or, il conviendrait de mettre l'accent sur des considérations de santé publique dans ce domaine. Il est dès lors urgent que le prochain gouvernement belge clarifie la réglementation de l'usage de drogues et mette en œuvre une politique de réduction des risques volontariste et respectueuse des droits et libertés des usagers. Dans la foulée, le Parlement doit initier un débat éthique approfondi sur l'opportunité de décriminaliser les comportements entourant l'usage de drogues, comme c'est notamment le cas au Portugal».

Le 26 juin est aussi la *Journée internationale des Nations Unies contre l'abus et le trafic illicite de drogues*. Ce jour est utilisé par de nombreux gouvernements pour célébrer la guerre contre la drogue et est même l'occasion dans certains pays d'organiser des exécutions publiques. La campagne **Soutenez. Ne Punissez Pas** cherche à se réapproprier cette journée et à promouvoir **une approche envers les drogues qui soit plus efficace et plus humaine**, basée sur la santé publique et les droits humains.

La liste des hautes personnalités demandant la fin de cette guerre contre la drogue ne fait qu'augmenter: Kofi Annan, le Président uruguayen Jose Mujica, l'ancienne Présidente suisse Ruth Dreifuss, Brad Pitt, Sir Richard Branson et Russell Brand sont des exemples parmi d'autres : <http://supportdontpunish.org/fr/>

Il est grand temps d'ouvrir le débat sur les alternatives possibles à la prohibition. La prochaine Session Spéciale de l'Assemblée Générale des Nations Unies (UNGASS), organisée en avril 2016 à New York, devrait en être l'occasion. Puisse cette Assemblée tenir compte des récentes évolutions législatives entreprises dans ce domaine, notamment en Amérique.

https://dl.dropboxusercontent.com/u/64663568/library/UNGASS-asks_External_04-2015_FRENCH.pdf

En Belgique, la campagne **Support don't Punish** est pilotée par :



CONCERNANT LA CAMPAGNE

La campagne *Soutenez. Ne Punissez Pas* est une initiative mondiale menée par Le Consortium International sur les Politiques des Drogues (IDPC), le Réseau International des Consommateurs de Drogues (INPUD), l'Association Internationale de Réduction des Risques (HRI), et l'Alliance Internationale pour le VIH/SIDA. Elle plaide pour que les gouvernements commencent à investir dans des réponses plus efficaces et plus rentables de réduction des risques pour les usagers de drogues, pour la dépénalisation des usagers de drogues, ainsi que pour la suppression d'autres lois entravant les services de santé publique. Plus d'informations concernant la campagne : www.supportdontpunish.org/fr et <http://supportdontpunish.org/fr/journee-daction-mondiale-2015/>.

CONCERNANT LA JOURNEE MONDIALE D'ACTION

Le 26 Juin, nous nous attendons à ce que de nombreux événements soient organisés en Australie, au Chili, au Costa Rica, en France, en Allemagne, en Inde, en Indonésie, au Kenya, au Liban, en Malaisie, à l'Île Maurice, au Mexique, aux Pays-Bas, à Porto Rico, en Tanzanie, en Thaïlande, en Ukraine, en Grande-Bretagne, aux États-Unis, en Belgique et bien d'autres pays ! Pour plus de détails : <http://supportdontpunish.org/fr/journee-daction-mondiale-2015/> et concernant les événements de 2014, visitez <http://supportdontpunish.org/fr/journee-daction-mondiale-du-2014/> et regardez cette vidéo https://www.youtube.com/watch?v=xOP0qW1_qCY.

CONCERNANT LA JOURNEE D'ACTION À BRUXELLES

Date: 26 juin de 12h00 à 14h00

Lieu: Rdv Place Poelaert

Évènement: Partager un thé au chanvre. Photo de groupe prise devant le Palais de Justice, masque de Nixon, ballons et t-shirt « Support don't Punish »

AUTRES LIENS

- [Plateforme belge francophone de réduction des risques](#)
- [Consortium International sur les Politiques des Drogues \(IDPC\)](#)
- [Campagne « Compter les coûts » \(*Count The Costs*\)](#)
- [Campagne « Rompre le tabou » \(*Breaking the Taboo*\)](#)
- [Commission Globale sur la Politique des Drogues](#)
- [Action Communautaire sur la Réduction des Risques \(CAHR\)](#)
- [Réseau International des Usagers de Drogues \(INPUD\)](#)
- [Parler des Drogues \(*Talking Drugs*\)](#)
- [Politique des drogues internationale: Un rapport animé](#)
- [Harm Reduction International](#)
- [Alliance Internationale sur le VIH/sida](#)

CONTACTS PRESSE

BE (Fr) : Bruno Valkeneers, La Liaison Antiprohibitionniste - +32 (0)478 99 18 97 - l.a@skynet.be

UK (Engl) Jamie Bridge, Consortium International sur les Politiques des Drogues (IDPC), +44 207 324 2996 - jbridge@idpc.net; Skype: bridgejamie; Facebook: <https://www.facebook.com/supportdontpunish>; Twitter: @SDPcampaign